



Guerre et paix... et sexe

NOUS APPRENIIONS IL Y A PEU QUE LE VIAGRA fait désormais partie de l'arsenal du parfait agent de la CIA. En Afghanistan, la distribution des petites pilules bleues a beaucoup fait pour rallier à la cause américaine un chef tribal d'un certain âge dont le village occupait une position stratégique. Détail important : les chefs tribaux afghans sont polygames. Les avancées pharmacologiques peuvent avoir un effet bœuf sur leurs relations multimatrimoniales et faire bien plus pour leur humeur qu'une cargaison de lance-roquettes ou une douzaine de montres Rolex.

Les questions de guerre et de sexe sont inextricablement liées. Les femmes furent de tout temps les victimes collatérales des conflits, le viol étant le lugubre compagnon du pillage et de la violence — lorsqu'il ne fait pas partie de la stratégie des assaillants. Tenir en laisse la libido des soldats fut toujours un défi pour les généraux éclairés. Napoléon tolérait qu'un groupe de prostituées suivent sa Grande Armée dans sa conquête de l'Europe. On les surnommait « les troupes légères du sentiment ». En France occupée, les nazis régentaient les maisons closes (rebaptisées « unités sanitaires »), vérifiaient la pureté raciale et la santé des employées, et désignaient les établissements réservés aux officiers ou aux simples soldats. Dans la guérilla cubaine, le Che exécutait sommairement ses soldats coupables d'avoir violenté des paysannes.

Le phénomène n'est pas seulement associé aux combats. Freud avait bien noté le lien entre l'instinct de vie et l'instinct de mort, et beaucoup ont constaté l'augmentation de l'activité sexuelle dans les périodes où la mort rôde : la chute de Rome, la montée du fascisme en Allemagne,

l'occupation de la France. Même le plus grand événement démographique de l'histoire humaine, le *baby-boom*, est l'expression d'une volonté collective, instinctive, de sortir d'une période meurtrière en faisant fleurir la vie.

Le sexe est aussi un puissant outil de manipulation et de motivation. Les vendeurs de voitures ne furent pas les premiers à s'en rendre compte. Le KGB était passé maître dans la technique dite du « piège au miel ». En visite dans la capitale soviétique, le diplomate/officier/homme d'affaires/journaliste réussissait avec une étonnante facilité à séduire une jolie Russe au bar de son hôtel. Le lendemain, un agent du KGB lui montrait des photos de ses prouesses de la veille. L'Occidental piégé devenait informateur soviétique, sous peine de voir les clichés atterrir dans la boîte aux lettres familiale. Le mécanisme ne fonctionnait pas à tous coups. Un diplomate britannique aux idées larges avait ainsi commenté les photos qu'on lui présentait : « J'adore ces deux-là. Envoyez-les à ma femme ! »

Il n'est pas indispensable que l'acte sexuel ait lieu. La simple promesse du contact



VIRGINIE EGGER POUR L'ACTUALITÉ

charnel est un puissant levier. C'est du moins l'opinion des terroristes islamiques, qui promettent à leurs futurs martyrs de trouver au paradis 70 vierges « aux yeux noirs » (ou 72, selon les versions) pour assurer leur repos éternel. On trouve dans YouTube un clip vidéo, très populaire sur les chaînes arabes, montrant la chose de manière assez chaste (taper « *virgins of paradise* »). On trouve aussi cet autre où un mollah enthousiaste explique combien douce est la peau de ces vierges qui vous jetteront sur leurs coussins, vous embrasseront et vous offriront même — car ce sera enfin permis — du vin !

L'argument sexuel peut être utilisé à plusieurs niveaux : c'est un langage universel. Un officier de la CIA avait imaginé une opération, jamais mise à exécution, qui vaut la peine d'être rapportée. Dans un conflit, l'aviation américaine aurait lâché, comme par erreur, des provisions au-dessus des troupes soviétiques. Dans les boîtes, des paquets de condoms étiquetés : « Taille moyenne — Armée américaine ». Déballant la chose, les Soviétiques auraient constaté que les condoms étaient beaucoup trop grands pour leur propre attirail. Cruellement heurtés dans leur virilité, ils auraient eu moins d'ardeur au combat. C'eût été non pas, selon l'expression de l'époque, l'érection du communisme, mais, au contraire, la débandade. ☒

ET ENCORE...

Progrès notable de l'égalité des sexes chez les terroristes islamiques : leurs mollahs affirment que de beaux hommes accueilleront au paradis les femmes devenues martyres pour la cause. Cependant, ils n'en précisent pas le nombre, alors qu'il y aura 70 vierges pour les hommes. À quand la parité ?



L'étrange cas de Nicolas Sarkozy

PEUT-ÊTRE SAVEZ-VOUS que Nicolas Sarkozy et moi ne sommes pas toujours sur la même longueur d'onde. Le président de la France a dit des souverainistes québécois un certain nombre d'idioties — desquelles il s'est à demi rétracté dans une jolie lettre à Pauline Marois et à Gilles Duceppe. Cependant, à le voir aller depuis le début de la crise mondiale, je constate une chose : le chef de la droite française est aujourd'hui (attention : propos surprenants imminents) le chef d'État le plus progressiste en Occident.

Oui, on a accueilli avec une saine dose de scepticisme sa déclaration du début de la crise, dans laquelle il souhaitait « refonder le capitalisme ». Venant d'un homme qui avait eu comme priorité, dès après son élection, de récompenser ses amis de la haute en réduisant leurs impôts, au prix de l'aggravation du déficit français, c'était un peu loufoque. Il faut cependant reconnaître que c'est lui qui a convaincu l'Allemagne, puis le Royaume-Uni (pour autant dirigé par les travaillistes), et enfin l'Europe et le G20, d'endiguer, au moins partiellement, le fléau que sont les paradis fiscaux.

On peut, avec raison, considérer comme trop timide l'encadrement imposé aux mirobolantes primes des banquiers. Eux qui, hier, étaient récompensés aussi bien pendant les années de pertes que pendant les années de profits ne pourront plus, désormais, empocher de primes quand ça ira mal. Ils pourraient même devoir les rembourser en cas de dégringolade boursière. Le but est de les entraîner à privilégier les investissements à moyen et à long terme. Fin septembre, à Pittsburgh, le G20 s'est entendu sur ces grandes lignes. On aurait préféré plus de mordant. Mais ce résultat en demi-teintes n'existerait même pas sans la pugnacité de Nicolas Sarkozy.

Quelqu'un d'autre, peut-être, aurait porté le projet de faire de la réunion du G20, plutôt que du seul G7, le comité de pilotage des économies mondiales. Un changement majeur et bienvenu dans la distribution du pouvoir, que les pays occidentaux partagent ainsi avec d'autres, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Mexique. Nicolas Sarkozy fut le plus rapide. C'est le premier artisan de ce progrès historique.

Les écologistes français enragent lorsqu'ils entendent leur président affirmer, comme il vient de le (re)faire, que « le monde va à sa perte si on continue à émettre du carbone qui crée un trou dans la couche d'ozone ». Le carbone n'a pourtant rien à voir avec la couche d'ozone. Reste que Sarkozy vient d'imposer (au 1^{er} janvier) en France une « taxe anti-carbone », remboursée aux citoyens par ailleurs. L'objectif, semblable à celui du « Plan vert » proposé par les libéraux canadiens et aujourd'hui rejeté par Michael Ignatieff, est de modifier les habitudes pour réduire les gaz à effet de serre. Les Français sont contre à 70 %. Ils craignent l'arnaque. Sarkozy fonce quand même, faisant le pari que les bienfaits de la mesure apparaîtront d'ici la présidentielle de 2012. Cela



s'appelle du courage politique vert.

Il aurait été plus prudent de ne rien faire : comme aux États-Unis, où la timide loi anticarbone pourrait ne pas survivre au vote du Sénat d'ici Noël. Sarkozy était pressé de faire adopter sa mesure pour se présenter en position de force à la Conférence de l'ONU sur le changement climatique, à Copenhague, en décembre, et à un présommet qu'il veut organiser en novembre. En position de force pour quoi ? Pour augmenter les possibilités d'une entente sur un nouveau traité, car l'échec de ces discussions est de plus en plus probable. Interrogé au sujet de Barack Obama, le président de la France donne cette lecture, malheureusement lucide : « Disons qu'il est en avance sur son pays. »

Nicolas Sarkozy, lui aussi, est en avance sur le sien. Mais il a l'avantage de ne pas se faire diaboliser par la droite. C'est la gauche qui a un peu de peine à le suivre. Notamment lorsqu'il tient, comme en juin dernier, un discours dont cet extrait est représentatif de l'ensemble : « Ce qui est chimérique et ce qui est irresponsable, c'est de croire que ce système de spéculation, de rentes et de *dumpings* qui a enfermé la mondialisation dans l'impasse dans laquelle elle se trouve va pouvoir continuer indéfiniment, que l'on va pouvoir continuer de tout donner au capital financier et rien au travail. [...] Je le dis en pesant mes mots : ou nous aurons la justice ou nous aurons la violence. » Le jour où Stephen Harper tiendra des propos comme ceux-là, j'aurai moins honte du Canada. ☒

ET ENCORE...

On se désole de voir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) être le seul vrai tribunal mondial. Sarkozy propose que l'Organisation internationale du travail et une nouvelle organisation mondiale de l'environnement aient autant de poids que l'OMC dans les décisions. Ce serait une révolution... française.



Revenez! Ils sont devenus fous...

C'ÉTAIT UNE BLAGUE. En juin, alors que nous parvenaient les premiers embruns du tsunami des scandales asphalto-municipaux, je plaisantais sur un retour possible de la commission Cliche, qui, rappelons-le pour nos jeunes lecteurs, avait fait le ménage dans l'industrie de la construction il y a 35 ans.

Le juge Robert Cliche ayant rejoint le paradis des socialistes (il était, à lui seul, le NPD Québec), restent dans le camp des vivants les commissaires Brian Mulroney et Guy Chevrette, ainsi que le fougueux procureur Lucien Bouchard. Ils sont disponibles, ils aiment la bagarre et les flashes des appareils photo. Pourquoi ne pas les remettre à l'ouvrage? Plus j'y pense, moins je trouve la chose fantaisiste.

John Gomery, l'anglophone le plus populaire du Québec, a déclaré forfait: il n'est pas candidat à la présidence d'une nouvelle commission. Le champ est donc libre pour occuper le poste clé dans cette enquête, dont le déclenchement est, malgré les fortes réticences de Jean Charest, irréversible.

Guy Chevrette? Il avait été choisi comme l'un des commissaires de l'équipe Cliche en raison de ses racines syndicales: il était de la CEQ, la centrale des enseignants de l'époque. Son poste de PDG du Conseil de l'industrie forestière du Québec ne l'a pas rendu populaire chez les écologistes, mais là n'est pas la question. Son parcours ministériel au Parti québécois en a fait une figure populiste, l'homme du gros bon sens, et les sondages d'opinion le montraient toujours très populaire et crédible. Un atout face au désabusement ambiant.

Lucien Bouchard? Depuis qu'il a décidé d'écarter un retour en politique (seule-

ment 41 % des Québécois avaient manifesté l'intention, dans un sondage mené en 2006, de voter pour lui s'il revenait — une misère), je suppose qu'il cherche une cause à la mesure de son talent. Sa probité est totale et on salive à l'avance d'entendre sa mauvaise humeur s'abattre sur les pauvres témoins suspects de

corruption. Chevrette, Bouchard: deux péquistes. Cela ferait beaucoup? Bouchard, un « lucide », n'a jamais émis la moindre critique envers le gouvernement Charest, et ce dernier lui avait notamment donné le mandat de régler le conflit à la SAQ à la fin de 2004. Ce n'est donc pas un ennemi du gouvernement. Sa nomination constituerait le gage d'indépendance de la commission.

Ce qui relativise le cas le plus



ET ENCORE...

Notre chroniqueur est de retour en librairie. Dans *Imaginer l'après-crise* (Boréal), il se demande s'il faut rompre avec le capitalisme, le dompter ou le dépasser.

JEAN-FRANÇOIS LISÉE est directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM).

difficile: Brian Mulroney. Serait-il bien sage de confier à quelqu'un qui a reçu des enveloppes pleines d'argent comptant le mandat d'enquêter sur la corruption? Dire « oui, car il s'y connaît » serait impertinent et méchant. Le problème est réel, peut-être insurmontable. Cependant, militent en faveur de Mulroney deux arguments forts. D'abord, le premier ministre Charest, tétanisé par les conséquences qu'aura cette enquête sur son avenir politique, a confiance en Mulroney. Avec lui, il serait

au moins partiellement rassuré. Ensuite, Mulroney a complètement raté la tentative de réhabilitation politique qu'il préparait depuis 10 ans et dont son autobiographie devait être le socle. L'escroc Karlheinz Schreiber lui a gâché sa rentrée. Pour Mulroney, la reprise d'un rôle-titre dans une grande commission d'enquête, écho de ses premiers jours de gloire, serait une occasion inespérée de se refaire une image.

Vous me direz: cela ferait une commission un tantinet gérontocratique. Mulroney et Bouchard ont 70 ans, Chevrette 69. Notons qu'ils sont encore fringants et qu'en ces matières l'expérience compte. Avec ces trois-là comme commissaires, il faudrait trouver un procureur plus jeune, aux dents longues. (Moi? Vous déraisonnez! Que la commission m'engage pour rédiger les communiqués de presse et je me chargerai d'écrire le livre sur les dessous de l'enquête.) Non, je pense à quelqu'un qui « pose les vraies questions ». Paul Arcand (50 ans) serait parfait. Bouchard a un jour dit de lui qu'il était « l'intervieweur le plus dangereux du Québec ». Avec cette équipe, la commission s'autofinancera en vendant les droits de retransmission télé au plus offrant.

Reste un écueil, majeur: Mulroney et Bouchard, jadis grands amis, ne se parlent plus depuis bientôt 20 ans. Seul l'esprit de Robert Cliche aurait le pouvoir, de là-haut, de réconcilier ces frères ennemis. ☒


SUIVEZ SON BLOGUE
lactualite.com/lisee